

**Arrêté du 21 mai 2013 portant nomination de fonctions
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal d'instance de Chaumont
NOR : JUSB1312731A**

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1996 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des juridictions civiles et pénales ;

Vu la décision des chefs de cour en date du 8 novembre 2012, portant délégation au tribunal d'instance de Chaumont ;

Vu l'arrêté de madame la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 décembre 2012, portant délégation au tribunal d'instance de Chaumont ;

ARRÊTE

Article 1

Mme Sophie PERIN, adjointe administrative principale de 2ème classe au tribunal d'instance de Saint-Dizier, déléguée par décision des chefs de cour en date du 8 novembre 2012 au tribunal d'instance de Chaumont, du 12 novembre 2012 au 11 janvier 2013 inclus, est nommée, à titre exceptionnel, en qualité de régisseuse intérimaire au tribunal d'instance de Chaumont.

Article 2

Mme Sophie PERIN, adjointe administrative principale de 2ème classe au tribunal d'instance de Saint-Dizier, déléguée par arrêté de madame la garde des sceaux, ministre de la justice en date du 18 décembre 2012 au tribunal d'instance de Chaumont, est prolongée à titre exceptionnel, pour une période de 6 mois, du 12 janvier 2013 au 11 juillet 2013 inclus, en qualité de régisseuse intérimaire du tribunal d'instance de Chaumont.

Article 3

La directrice des services judiciaires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Dijon en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 21 mai 2013.

La garde des sceaux, ministre de la justice ,
Par délégation, la chef du bureau des carrières
et de la mobilité professionnelle,

Marie-Noëlle DEHOUCK